

En Turquie, la société civile face au risque de la répression

PAR AMÉLIE POINSSOT

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 22 JUILLET 2016



Sur la place Taksim, des partisans du gouvernement se rassemblent tous les soirs © AP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a prononcé mercredi soir l'état d'urgence pour trois mois dans son pays. Une mesure de plus, après les purges sans précédent qui se succèdent dans la fonction publique depuis la tentative de putsch, vendredi dernier. À Istanbul, chez les militants et universitaires, l'inquiétude domine.

Istanbul (Turquie), de notre envoyée spéciale.-

Sur le fronton du campus Haydarpasa de l'université Marmara, sur la rive asiatique d'Istanbul, un large drapeau est suspendu depuis quelques heures, ce jeudi 21 juillet. « *C'est la première fois que je vois cela sur mon université* », lâche Ibrahim Kaboglu, le ton léger, comme si l'omniprésence du drapeau national depuis ce week-end dans tout Istanbul, sur les bus, les bateaux, aux fenêtres d'immeubles d'habitations... n'était finalement qu'un épiphénomène dans ce qui est en train de s'installer depuis le putsch manqué de vendredi dernier. Après cette tentative de coup d'État fomentée par une partie de l'armée turque, le gouvernement a écarté, au total, près de 70 000 personnes de la fonction publique. **D'abord visant la police, l'armée et la justice**, ce vaste coup de balai a ensuite touché les enseignants, l'université, plusieurs ministères. Et l'état d'urgence a finalement été prononcé mercredi soir, comme pour légitimer, après-coup, cette intervention sans précédent.

Ibrahim Kaboglu est un professeur de droit réputé en Turquie, de longue date engagé dans la défense des droits de l'homme. « *Depuis ce week-end, on assiste*

à un coup d'État constitutionnel, dit-il. *On est de facto en dehors du droit, dans une situation qui n'a rien à voir avec le système juridique en vigueur.* » Depuis mardi, son milieu professionnel est dans l'œil du cyclone. Ce jour-là, 1 577 doyens d'université ont reçu une lettre leur demandant de démissionner, et 15 200 fonctionnaires de l'éducation nationale ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre. Le lendemain, les recteurs d'université ont demandé à leurs professeurs de défiler en costume sur Vatan Caddesi, cette grande avenue « de la Patrie », où se trouve la préfecture de police d'Istanbul. Et les universitaires se sont vu interdire tout voyage d'études à l'étranger. Ibrahim Kaboglu lui-même ne sait pas s'il sera encore à son poste dans quelques jours.



Le professeur de droit constitutionnel Ibrahim Kaboglu © AP

« *Certes, ce sont les fonctionnaires supposés gülenistes qui sont pour l'instant suspendus de leurs fonctions [la confrérie Gülen, ennemie jurée du président, est présumée être à l'origine du putsch – ndlr]. Le coup d'État manqué fournit l'occasion inespérée à Erdogan de mener une lutte à mort contre ce groupe. Mais c'est aussi l'occasion de s'attaquer au milieu des opposants, dont je fais partie.* »

Signe qui ne trompe pas : de nombreux chercheurs et enseignants, contactés avant et après le coup de filet sur le monde universitaire, déclinent nos demandes d'entretien ou laissent nos requêtes tout bonnement sans réponse. « *La situation est trop tendue. Impossible de dire quoi que ce soit* », lâche un enseignant en sciences politiques.

Dans cette atmosphère de chape de plomb, Aylin, toute fraîche sortie de l'université avec un diplôme d'architecture en poche, est extrêmement inquiète. « *La répression est en train de passer du niveau des institutions au niveau des individus*, dit-elle autour

d'un verre à deux pas de l'embarcadère de Kabatas, sur la rive européenne du Bosphore. *Le but du gouvernement maintenant est de briser la volonté des gens, afin d'éviter que toute opposition ne puisse venir le contester dans la rue. Il est en panique depuis samedi et il utilise au maximum le pouvoir qu'il lui reste. Erdogan entretient par ailleurs des liens étroits avec les muhtar [chefs de quartier élus par les habitants, responsables de différentes tâches administratives – ndlr], qu'il reçoit régulièrement au palais. Je m'attends à ce que cela débouche sur des dénonciations massives. Ces derniers mois étaient apparus un peu partout des posters appelant à dénoncer les "terroristes" à la police. Le concept de terroriste s'élargit : autrefois c'étaient les Kurdes, aujourd'hui cela peut être quelqu'un qui refuse de porter le drapeau turc ou se bat pour la démocratie... »*

Aylin, 27 ans, est originaire d'Antakya, dans le sud de la Turquie. Cette vague de purges s'inscrit pour elle dans une dérive autoritaire du pouvoir qu'elle observe depuis cet été. Jusque-là, elle vivait avec l'espoir d'ouverture qu'avait suscité en elle le mouvement autour de la conservation du parc Gezi, à Istanbul, au printemps 2013. À l'époque, elle ne vivait pas encore ici. Mais elle avait pris part au mouvement à Antakya. *« La répression physique sur la place Taksim ne nous a pas empêchés par la suite de nous rassembler et de poursuivre nos mobilisations. De nombreux forums de discussion se sont créés un peu partout dans le pays. J'avais donc toujours beaucoup d'espoir après Gezi : c'est un moment où beaucoup de gens de ma génération qui n'étaient pas politisés le sont devenus et se sont mis à lancer des choses nouvelles... »* Dans son quartier, sur l'île de Burgaz où elle habite désormais, le collectif créé dans la foulée de Gezi a mis sur pied un four pour faire du pain écologique. *« C'est à partir de cet été qu'on a senti le vent tourner, lorsque les attaques contre les Kurdes ont commencé. »*

Un nouveau conflit en train de naître

Aujourd'hui, Aylin, qu'un poste attendait à la fac, ne sait pas du tout ce qu'il va advenir. La demande de démission des doyens est un message adressé

à sa propre génération, pense-t-elle. *« Elle nous signifie que nous n'avons pas d'avenir. »* Pour cette jeune femme par ailleurs musicienne, le quotidien est complètement bousculé et elle ne se sent plus en sécurité dans la rue. *« Je pense à partir en Europe pour faire ma thèse... ou partir en Amérique du Sud avec mon copain pour poursuivre dans la musique. Je suis complètement dans le brouillard en fait. »*

Il faut dire qu'Aylin fait partie des « minorités » en Turquie : elle est arabe alévi – une communauté religieuse qui compte quelque 1,5 million de personnes dans le pays, mais n'est pas reconnue officiellement par l'État. Or tout au long du week-end dernier, les mosquées ont appelé les fidèles à descendre dans la rue pour soutenir le gouvernement... *« Ce n'est pas démocratique de faire passer un appel aux citoyens à travers un lieu de culte ! Et puis c'est un message discriminatoire. Il ne s'adresse qu'à une communauté du pays : les musulmans pratiquants. Il ne s'adresse pas aux alévis, aux juifs, aux chrétiens, aux non-croyants... Tout cela me fait réfléchir à mon identité. Je ne suis pas croyante, mais je réalise que j'appartiens à une communauté ethnique, et je vois bien que je suis beaucoup plus effrayée que mes amis non alévis par la situation. »*

De fait, la réaction du pouvoir au putsch manqué a pris un tour étonnamment religieux. Le Diyanet – l'autorité turque des affaires religieuses, qui finance les lieux de culte musulmans – a déclaré mardi : *« Les putschistes ont brisé le contrat de cette nation. Ils ne méritent pas les prières des autres musulmans. »* Le même jour, 492 personnes ont été renvoyées de l'institution.



Sur la place Taksim, des partisans du gouvernement se rassemblent tous les soirs © AP

L'inquiétude domine également dans les milieux militants. À l'Association turque des droits de l'homme – la première créée dans la foulée du coup d'État de

1980 pour apporter de l'aide juridique aux victimes –, on était surtout soucieux, en début de semaine, du sort des jeunes conscrits impliqués dans le putsch alors qu'ils ne faisaient que leur service militaire. Personne ne disposait d'informations précises sur le nombre d'arrestations ou les conditions de détention. Pour Senel Karatas, directrice de l'antenne stambouliote de l'association, les chiffres officiels fournis par les autorités ne sont pas fiables et elle se demande comment les jeunes hommes seront jugés. « *Ils n'ont fait qu'obéir aux ordres des commandants putschistes, ils ne comprenaient probablement pas ce qui se passait réellement, et de toute façon, comme jeunes appelés, ils n'avaient pas la possibilité de réagir autrement. Depuis samedi, nous faisons des recherches sur Internet afin de voir combien d'entre eux précisément ont été arrêtés. D'après les autorités, ils sont environ 2 000, mais nous ne sommes pas en mesure pour l'instant de le confirmer. De nombreuses familles n'ont par ailleurs aucune nouvelle de leur enfant ! Nous essayons de les localiser afin de recueillir leurs témoignages et de leur fournir des avocats. Ce qui nous importe, c'est que ces jeunes gens ne soient pas jugés de la même manière que les officiers qui ont donné les ordres. Ils doivent être jugés selon les règles de l'État de droit, même s'ils ont participé à une action illégale. Ce ne sont pas des criminels !* »

Le soir de cet entretien, les autorités annonceront que 700 conscrits sont libérés. Où sont les autres ? Les personnes libérées feront-elles l'objet de poursuites ? Ces arrestations massives visaient-elles seulement à intimider ? L'opération reste encore entourée de mystère.

Senel Karatas, qui nous a ouvert grand la porte de l'organisation et nous reçoit en toute confiance, sans même que l'on ait pris rendez-vous au préalable, parle d'une voix posée, sans manifester de stress outre mesure. La pression des autorités ? « *Nous l'avons toujours eue au-dessus de nous* », dit-elle. Lorsqu'on lui redemande si elle n'a pas peur pour l'avenir de son association dans ce contexte, elle concède : « *Évidemment, nous ressentons une énorme peur. Il y a une tradition de coups d'État dans ce pays... Cela fait*

trente-six ans que nous n'en avons pas eu, j'espère que cela ne va pas nous arriver à nouveau. Dans la nuit de vendredi à samedi, quand il a été clair que le putsch avait échoué, j'ai d'abord ressenti un soulagement. Mais très vite, en voyant les affrontements sur le pont du Bosphore, où des gens s'en sont pris très violemment aux soldats, j'ai été assaillie par une nouvelle crainte : l'impression qu'un conflit violent à l'intérieur même du pays était en train de naître. »



Conférence de presse à l'Association turque pour les droits de l'homme © AP

En réalité, cela fait un an que le conflit avec les Kurdes, dans le sud-est du pays, a déjà repris : le 20 juillet 2015 se produisait l'attaque de Suruc, dans laquelle 34 personnes ont trouvé la mort. Depuis, de nombreuses attaques se sont succédé. « *La différence, précise Senel, c'est que les gens de l'ouest du pays n'avaient pas forcément conscience de ce qui se passait à l'est. D'une certaine manière, ils l'acceptaient... Le conflit qui est en train de naître aujourd'hui concerne beaucoup plus de monde. Désormais, quiconque est opposé à l'AKP [le parti islamo-conservateur au pouvoir – ndlr] peut être inquiété. Le groupe des victimes potentielles de la répression s'est brusquement élargi.* »

Signe de cette peur généralisée : très peu de journalistes assisteront à la conférence de presse qui suivra quelques minutes plus tard dans les locaux de l'organisation. Et aucune des familles de soldats arrêtés contactées par l'association ne viendra.

Crispé sur son téléphone portable

L'heure est à l'intimidation. De nombreux Turcs reçoivent des SMS des services de l'État pour les inciter à manifester en faveur du gouvernement. À l'association, on a reçu le matin même l'appel d'un jeune Turc, qui dit avoir été contrôlé sans raison dans le métro, et sommé de montrer les

messages contenus dans son téléphone portable. « *Toute cette mobilisation, c'est le signe que le climat politique a changé dans le pays. C'est très perturbant. Sans être une guerre civile, le climat est devenu dangereux pour tous ceux qui s'opposent à la majorité gouvernementale* », estime Senel Karatas.

C'est aussi l'avis de Zeynep Esmeray, une femme qui cumule les identités « minoritaires » : transsexuelle et kurde, elle se sent particulièrement en danger ces jours-ci. Nous la rencontrons sur l'île d'Heybelada où elle vit, à une heure de bateau du centre d'Istanbul. « *Personne n'est en sécurité aujourd'hui dans le pays, assure-t-elle. Je ne serais pas surprise si un nouveau coup militaire se produisait, et qu'il parvienne cette fois à son but.* » La stratégie du vide opérée par le pouvoir Erdogan ne lui plaît guère. « *Vider l'appareil d'État nous rend encore plus fragiles ! C'est complètement suicidaire.* »



Zeynep Esmeray © AP

Le secteur le plus affecté par la purge est la justice. Près d'un cinquième des juges et procureurs est actuellement suspendu. Le juge Orhan Gazi Ertekin, qui vit à Izmir, est passé entre les gouttes du coup de filet. « *À l'exception de deux villes, Malatya et Edirne, il semble que dans toutes les villes de Turquie des juges et des procureurs aient été arrêtés* », explique-t-il à Mediapart. Il est convaincu que les listes des gens à écarter avaient été préparées en avance ; selon lui, elles sont liées aux fonctions que ces personnes occupaient au sein du Conseil supérieur de la magistrature au moment du conflit qui opposait l'AKP à la confrérie Gülen, « *en particulier la crise des services secrets du 7 février 2012 et les enquêtes de la période 17-25 décembre 2013. Les divisions entre les membres du système judiciaire soutenant le gouvernement et ceux du réseau güleniste ont commencé à cette période, les deux groupes se sont mis alors à accumuler des*

dossiers les uns sur les autres ». Depuis 2014, les partisans du gouvernement avaient repris la direction du Conseil supérieur de la magistrature, mais les gülenistes restaient toujours massivement présents dans l'institution judiciaire.

Le « *nettoyage* » était donc prévisible, assure notre interlocuteur, et ce n'est certainement pas le dernier... La police et l'armée ne sont pas à l'abri non plus de nouvelles purges, estime-t-il, étant donné que la proportion de gülenistes est estimée à 40 % dans l'ensemble de ces institutions. Au fond, ce gigantesque coup de balai n'a rien d'étonnant pour qui connaît l'histoire turque, explique Orhan Gazi Ertekin : « *L'institution judiciaire fait partie des champs fondamentaux dans la lutte du pouvoir au sein de la Turquie moderne, et elle est devenue un outil clef pour la construction d'une nouvelle structure de pouvoir depuis une dizaine d'années. Pour quiconque a l'ambition de gouverner ou de s'investir dans la bataille du pouvoir, prendre la main au sein de l'institution judiciaire est une nécessité absolue. Le Conseil supérieur de la magistrature est un centre de commande stratégique pour la simple raison qu'il est en possession des archives contenant toutes les informations sur chaque juge et chaque procureur du pays – de leur positionnement politique jusqu'à leur vie quotidienne.* »

Comment continuer à travailler dans ce climat aussi tendu ? « *À vrai dire, il est impossible de trouver une période "normale" dans l'histoire juridique de la Turquie moderne. J'ai souvent fait l'objet de mesures disciplinaires en raison de mes écrits et de mon comportement.* » Une situation, donc, pas si nouvelle si l'on en croit le juge d'Izmir...

Feyza Akin Erdem enseigne la sociologie. Figure atypique dans le monde intellectuel turc, cette jeune dame portant le voile, féministe, milite pour la défense des droits humains et faisait partie des gens mobilisés autour de Gezi en 2013. Nous la rencontrons mercredi alors que tout le monde, ce jour-là, est crispé sur son téléphone portable, entre conversations sur l'application WhatsApp et fil Twitter, pour savoir ce que le chef de l'État va annoncer. Dans le café où nous

discutons, une télévision diffuse les informations en continu : le Conseil national de la sécurité est en pleine réunion.

Résistance au sein de l'AKP

L'universitaire, pourtant habituée à prendre du recul sur les situations, avoue : « *Il est impossible d'analyser ce qui se passe. Non seulement cela va très vite, mais de plus, nous n'avons pas assez d'informations pour juger de la justesse de la réaction du pouvoir. Les gens ont peur et très peu sont capables d'affronter la situation de manière rationnelle. Une chose est sûre : nous avons échappé à un coup d'État. Si le coup d'État avait réussi, la situation serait bien pire à présent.* »

En fait, pour cette enseignante, c'est le saut dans l'inconnu. « *Jusqu'à présent on vivait normalement, même si certains enseignants critiques pouvaient déjà avoir des difficultés à travailler dans des universités pro-AKP. Maintenant, on ne sait pas à quoi vont ressembler nos vies, quelle sera la prochaine cible.* »

Feyza Akin Erdem, qui est née « *un an après le dernier coup d'État* » – celui de 1980 –, observe une forte polarisation de la société depuis le mouvement Gezi. Elle se dit que la meilleure chose à faire, aujourd'hui, en tant qu'enseignante et militante, c'est de travailler à l'apaisement des esprits. « *Sans être naïve ni prôner l'unité absolue, je vais tout faire, à mon niveau, pour que l'on retrouve un espace de dialogue, que l'on cesse d'avoir peur les uns des autres et de voir l'autre comme un ennemi.* » Feyza Akin Erdem est mesurée dans ses propos, elle se refuse à accabler le gouvernement même si ses activités (elle est notamment à la tête d'un collectif qui tient **un blog de chroniques féministes**) la situent plutôt du côté des voix critiques. Elle se contente de souligner que la

mise à l'écart de fonctionnaires n'est pas démocratique et qu'il faut absolument laisser la justice faire son travail.



« Le pouvoir appartient à la nation ». Slogan tiré d'une citation d'Atatürk, apparu en quelques jours sur la plupart des arrêts de bus d'Istanbul © AP

Comme d'autres, la question qu'elle se pose, c'est celle de la participation d'autres groupes aux côtés des gülenistes. Ces derniers étaient-ils seuls aux manettes de cette tentative de coup d'État, ou pas ? Parmi les personnes rencontrées, personne ne met en doute l'inculpation de la confrérie. Mais la question des complices éventuels reste sans réponse. Surtout, tout le monde s'interroge : comment l'État va-t-il pouvoir fonctionner sans tout ce personnel ? Cette incertitude renforce le sentiment d'insécurité de nos interlocuteurs.

À l'issue du Conseil national de sécurité et du conseil des ministres qui a suivi, 113 nouveaux juges ont été suspendus et une soixantaine de cadets d'une école militaire ont été arrêtés. Dans la soirée, le pays a été placé, pour la première fois depuis 2002, sous état d'urgence.

Difficile de ne pas voir, dans ces coups de filet successifs, une fuite en avant, un mouvement de panique répondant à un soudain affaiblissement du pouvoir. Jusqu'où Erdogan va-t-il aller ? Un fin observateur de la situation voit, lui, deux scénarios possibles : « *Le passage à un régime de dictature personnelle : si Erdogan a derrière lui la population, le parti et l'armée, c'est possible. Avec le soutien de l'armée, il peut en effet éliminer l'opposition. Mais un autre scénario, complètement opposé, peut aussi se produire : celui d'une résistance de plus en plus forte au sein de l'AKP, à laquelle Erdogan devra répondre. Le président ne pourra pas continuer à diriger le pays s'il est isolé. Or il en a effrayé plus d'un au sein de son propre parti depuis vendredi... Certes,*

on va assister à une gigantesque liquidation dans l'appareil d'État. Mais ensuite, je m'attends à ce que le gouvernement prenne des mesures pour rassurer la population. Il n'est pas exclu, non plus, que les négociations de paix reprennent avec les Kurdes. Le pouvoir n'a par ailleurs pas intérêt à briser l'unité des partis d'opposition qui a émergé ce week-end. »

Contrairement aux propos alarmistes tenus dans les milieux militants, notre interlocuteur estime qu'Erdogan n'a pas intérêt à poursuivre dans cette

voie d'une fuite en avant. « *Le pouvoir peut être gagnant à court terme, mais pas à long terme. Sinon, un nouveau coup d'État se produira dans un futur proche. Et cette fois il sera beaucoup plus sanglant... et réussi.* » Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en 2003 – à l'époque comme premier ministre –, Erdogan a effectué plusieurs virages à 180 degrés sur sa politique intérieure comme extérieure. Aujourd'hui plongé dans la paranoïa, le dirigeant turc apparaît plus illisible que jamais.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.